



MAIRIE

LE VAL

83143

Téléphone : 04 94 37 02 20

Télécopie : 04 94 37 02 25



2016/015

ARRÊTÉ TEMPORAIRE
D'OCCUPATION DE VOIRIE
CAMION SNACK « LM'ANGE »

N° 2016/15

Monsieur Le Maire de la commune de LE VAL (VAR) Bernard SAULNIER;

Vu le Règlement n°852-2004 du 29 avril 2004 du Parlement Européen et du Conseil relatif à l'hygiène des denrées alimentaires ;
Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2211-1, L. 2212-1, L. 2212-2, L. 2212-5, L. 2213-1 et suivants;

Vu la loi n°96-603 du 05 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ;

Vu le Code du Commerce et notamment son article L.442-8 ;

Vu le Code Pénal et notamment ses articles R. 160-5 et R. 644-3 ;

Vu le Code de la Consommation ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles L411.1 et suivants ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20 janvier 2016 ;

Vu l'arrêté municipal permanent n°1-2013 en date du 2 janvier 2013 réglementant le stationnement et la circulation sur la commune ;

Vu la demande en date du 5 octobre 2015 de **Madame MOREUX / CROMBÉ Nathalie**, concernant un emplacement de stationnement sur le parking du stade de la Roguère – 83143 LE VAL, tous les vendredis soirs de 17h30 à 21h30;

Considérant qu'il incombe au Maire, au titre de ses pouvoirs de Police, de prendre toutes les mesures propres à assurer le bon ordre, la tranquillité, la salubrité et la sécurité publique;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : BENEFICIAIRE

Madame MOREUX / CROMBÉ Nathalie, Marie-Thérèse, née le 07/01/1968 à Valenciennes (59), domiciliée chez Monsieur et Madame Didier CROMBÉ, sis 2 lot Les Jardins de Provence – 83170 BRIGNOLES, immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de DRAGUIGNAN sous le n° 808 779 870, en tant qu'exploitant d'une activité ambulante dénommée «**EIRL MOREUX - Lm'Ange** » », dont l'adresse sociale de l'entreprise est : 10, haute Ville Orientale – résidence les Bartavelles – 83340 FLASSANS SUR ISSOLE.

ARTICLE 2 : NATURE DE L'ACTIVITE

Restauration sur place ou à emporter au moyen d'un camion snack.

La vente d'alcool est formellement interdite.

ARTICLE 3: AUTORISATION DE STATIONNEMENT A FIN D'ACTIVITE COMMERCIALE

La commune de LE VAL consent à mettre à disposition de Madame MOREUX ep CROMBÉ Nathalie pour les besoins de son activité, un emplacement d'une longueur de 5 ml pour son camion snack « Lm'Ange » sur le parking du stade de la Roguère, parcelle C 2103 de la Commune de LE VAL, tous les vendredis de 17h30 à 21h30.

Cet emplacement est vide de tout branchement en eau ou en électricité.

Article 3-1 : Condition d'octroi de l'autorisation

Cette autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable.

En conséquence, le maire a tout pouvoir de la modifier ou de la révoquer à n'importe quel moment, sans indemnité, pour des motifs tirés de l'ordre public, de la sécurité, de l'hygiène ou du non respect des dispositions du présent arrêté.

L'autorisation ne peut être vendue, cédée ou louée, même à titre gratuit.

L'autorisation n'est valable que pour l'emplacement sus-désigné.

L'emplacement attribué ne peut être occupé que par le titulaire de l'autorisation ou le personnel à son service.

Il est formellement interdit à la pétitionnaire d'exercer d'autres activités commerciales que celle désignée dans l'article 2 du présent arrêté.

Tout changement de commerce devra faire l'objet d'une nouvelle demande.

Article 3-2 : Validité de l'autorisation

L'autorisation est valable pour une durée de 1 an glissant à compter de la notification à l'intéressée du présent arrêté et ne prend effet qu'après paiement de la redevance (Cf : article 4).

L'arrêté devra être affiché dans le camion snack et tenu à disposition de toute réclamation de la Police municipale ou d'un représentant de la commune ou de l'Etat.

A l'expiration de l'autorisation, l'emplacement occupé devra être libéré et restitué dans son état d'origine.

Deux mois avant la date d'expiration de l'autorisation, la bénéficiaire, si elle le souhaite, devra en solliciter le renouvellement, qui fera l'objet d'une décision expresse dans les mêmes formes et conditions que l'autorisation initiale.

Lorsque l'autorisation a pris fin et n'a pas été renouvelée, l'occupant n'est pas fondé à se prévaloir de la législation sur la propriété commerciale pour soutenir qu'il a droit au maintien dans les lieux ou à une indemnité d'éviction.

La pétitionnaire peut demander à tout moment la résiliation du présent arrêté, par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, avec un préavis de 1 mois.

ARTICLE 4 : REDEVANCE DE DROIT DE PLACE

La redevance est fixée à 15€ pour un emplacement comprenant l'emprise du véhicule + une aire de sécurité réservée à la clientèle.

La redevance est payable mensuellement, conformément à l'article L. 2125-4 du Code Général de la propriété des personnes publiques et au prorata du nombre de vendredis prévus.

Elle est payable à l'avance, au bureau de la Police Municipale et au plus tard le 8 de chaque mois, et pour la première fois dans les 7 jours suivants la notification du présent arrêté.

Le refus de paiement des droits de place entraînera l'éviction immédiate et définitive du commerçant de son emplacement, sans préjudice des poursuites à exercer par la Commune à l'encontre de son débiteur.

En cas de résiliation à l'initiative du pétitionnaire, la redevance reste due jusqu'à la fin du préavis.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

La pétitionnaire est tenue de contracter une police d'assurance garantissant l'ensemble des risques liés à son installation.

En cas d'incendie du véhicule, la propriétaire, ou la personne qui en a la garde, est responsable de plein droit en vertu de l'article 1384 du Code Civil.

La garde du véhicule reste à la charge de son propriétaire.

Le véhicule ne peut, en aucun cas, rester sur place en dehors des horaires autorisés.

La responsabilité de la Commune ne pourra en aucun cas être engagée en cas de vol, détérioration, accident ou pour quelque cause que ce soit.

Il est expressément stipulé que la pétitionnaire assume seule, tant envers la commune de LE VAL, qu'envers les tiers ou usagers, la responsabilité pour tous dommages, accidents, dégâts ou préjudice quels qu'ils soient (matériel, corporel, ...) résultant directement ou indirectement de l'occupation du domaine public.

La production d'une attestation d'assurance comportant toutes les mentions utiles sera demandée lors de la mise en service et périodiquement pendant la durée de l'autorisation.

Le preneur est seul responsable vis-à-vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit.

Il contracte à cet effet toute assurance utile, notamment en responsabilité civile, et en donne justification à la Commune.

Les polices d'assurances comportent une clause de renonciation à recours à l'égard de la Commune.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS PARTICULIERES**Article 6-1 : Exécution de travaux par la Commune**

La commune se réserve le droit d'apporter toutes modifications provisoires ou non, concernant l'emplacement, pour des motifs d'intérêt général, de sécurité publique, de travaux entrepris dans l'intérêt du domaine occupé.

Toute modification à l'initiative de la Commune sera faite par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par notification à l'intéressée.

En cas de désaccord avec la pétitionnaire, si celle-ci décidait de quitter l'ancien emplacement sans exploiter l'emplacement provisoire proposé, elle pourrait prétendre au remboursement du délai restant à courir.

Article 6-2 : Dispositions spéciales concernant les denrées alimentaires

La pétitionnaire devra se conformer aux textes en vigueur notamment à l'arrêté du 9 mai 1995 (abrogé par arrêté du 8 octobre 2013) réglementant l'hygiène des aliments remis directement au consommateur, ainsi qu'aux instructions contenues à ce sujet dans le règlement sanitaire départemental en vigueur.

Article 6-3 : Affichage

L'affichage du prix des produits à vendre est obligatoire.

Article 6-4 : Ramassage des déchets

La pétitionnaire s'engage à laisser l'emplacement propre après chaque utilisation.

Pour ce faire, elle mettra à disposition de sa clientèle une ou plusieurs poubelles pour recevoir papiers, emballages ou tout autre déchet et s'engage à ramasser et vider les dites-poubelles après chaque utilisation de l'emplacement dans les containers de tris adéquats.

Le non respect de cette mesure sera sanctionné comme prévu dans l'article 7-1

ARTICLE 7 : LES SANCTIONS

Les infractions au présent arrêté et/ou les fraudes envers d'administration ou envers la clientèle seront poursuivies et réprimées conformément à l'article R 610-5 du Code Pénal, sans préjudice d'autres sanctions prévues par la loi, et pourront entraîner le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation d'occupation.

Article 7-1 : En cas d'infraction au présent arrêté

Outre les procès verbaux de contravention qui pourront être dressés, les infractions seront sanctionnées comme suit :

- La première fois par un avertissement sous forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou notifié directement à l'intéressée ;
- La seconde fois par l'éviction définitive de son emplacement, sans indemnité d'aucune sorte.

Article 7-2 : En cas de fraude envers d'administration

Les fraudes de toute nature, y compris l'extension du métrage sans autorisation, entraînent le retrait définitif de l'autorisation, sans indemnité ni remboursement de la redevance déjà perçue, ainsi que le paiement d'une contravention.

Article 7-3 : En cas de fraude envers la clientèle

Toute tromperie sur le poids, le nombre, le volume ou la nature de la marchandise vendue ou mise en vente sera rigoureusement réprimée et entraînera le retrait immédiat et définitif de l'autorisation d'occupation, sans indemnité ni remboursement de la redevance déjà perçue.

ARTICLE 8 : La Gendarmerie de BRIGNOLES et la Police Municipale sont chargées, chacune en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté.

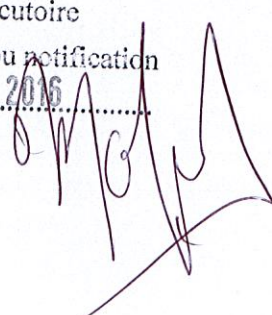
ARTICLE 9: Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Toulon dans les 2 mois à compter de sa publication.

Copies transmises à :

- Le pétitionnaire
- Monsieur Le Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale de Brignoles,
- La Police Municipale du Val.

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification
le 11 FEV. 2016



Fait au Val, le 03 février 2016

Le Maire
Bernard SAULIER